

## DÉCISION DU TRIBUNAL CIVIL DE BRUXELLES

Civ. Bruxelles (5<sup>e</sup> ch.), 30 avril 1951.

Siég. : M. WARLOMONT, j. un.

Min. publ. : M. RUTTEN, subst. Proc. Roi.

Plaid. : MMes SAND, G. DELACROIX, BERNARD, VAN REEPINGHEN et SIMONT.

(Socobel et Etat belge c. Etat hellénique, Banque de Grèce et Banque de Bruxelles).

I à III. SAISIE-ARRET. – Titre requis. – Action en validation. – Distinctions : validation de l'opposition à la remise. – Sentence arbitrale non revêtue d'exequatur. – Demande corrélative de condamnation imposant aux tiers saisis de remettre les fonds au saisissant. – Condamnations à charge du saisi. – IV. Sentence arbitrale étrangère : exécution forcée en Belgique. – V. Cour permanente internationale de Justice de La Haye : force exécutoire de ses arrêts en Belgique. – VI. – Etat Etranger. – Immunité d'exécution – exécution forcée permise à charge de l'Etat étranger. – VII. Saisie-arrêt. – Banque. – Personnalité distincte du saisi. – Mandataire jouissant du monopole pour accomplir les transactions du saisi. – Saisie valable en vertu du titre existant contre le saisi. – VIII. Ministère public. – Matières civiles. – Avis. – Collaborateur du Juge.

(...)

VI. – Le législateur belge n'a d'une manière générale, pas disposé à l'égard des exécutions forcées, exercées tant contre l'Etat belge que contre les Etats étrangers, il ne l'a fait expressément qu'en ce qui concerne les navires de mer appartenant à l'Etat et ceux qu'il exploite ou affrète pour décider que ceux-ci seraient au regard tant des actions en justice que de la procédure, soumis au régime de droit commun.

L'impossibilité d'exécuter un jugement contre l'Etat belge procède de facteurs propres à l'ordre public interne belge, c'est à dire participant de "l'intérêt général" de la communauté belge, à laquelle "les biens sont affectés" et qu'il importe "de ne pas distraire de leur destination".

Cet intérêt majeur incitant à soustraire sur son propre territoire l'Etat belge à une exécution forcée, n'apparaît pas au profit d'un Etat étranger ayant conclu quelque negotium en Belgique.

C'est à tort qu'un Etat étranger prétend au titre du principe de l'égalité, voire de l'indépendance des Etats dans la société internationale, pouvoir se réclamer de l'immunité d'exécution au regard de jugements rendus par les tribunaux belges et qui sont susceptibles d'affecter ses intérêts particuliers : qu'il prétend ainsi échapper à l'emprise d'une juridiction dont, non plus que l'Etat belge, lorsqu'il est assigné, il ne décline la compétence; mais prétend, à l'encontre de cet Etat, éluder en fait comme en droit l'application; qu'il tend de la sorte à réclamer à son profit un statut que l'Etat belge, qui s'exécute volontairement sur son propre territoire, s'interdit, effectivement, par respect pour la chose jugée.

En droit positif, la souveraineté de l'Etat étranger s'arrête à sa frontière, sous la réserve des exceptions imposées par le libre exercice de sa représentation diplomatique à l'extérieur.

La confiance étant la condition essentielle des transactions tant nationales qu'internationales, le courant de celles-ci ne peut se trouver utilement affecté du fait qu'un jugement les sanctionne et en assure, au surplus, l'exécution sur des biens étrangers qui se trouvent en Belgique.

On n'aperçoit pas quelle considération justifierait le juge de refuser une validation de saisie, fondée en droit au profil d'une société belge, par la raison que la validation pourrait préjudicier aux intérêts d'un Etat étranger, attrait, dans les conditions de la cause, devant les tribunaux belge par un ressortissant belge; en ce faisant, le juge ne fait qu'accomplir, dans son sens le plus large, sa mission institutionnelle, sous la réserve des recours; qu'à cet égard, le législateur a en vue de porter remède aux écarts pouvant échapper à la vigilance ou à la discrétion du magistrat.

## ANTECEDENTS DE LA CAUSE

Attendu qu'il n'est pas contesté qu'à la date du 27 août 1925 fut conclu entre la demanderesse et l'Etat hellénique un contrat, ayant pour objet la construction, par la demanderesse, en Grèce, pour le compte de l'Etat hellénique, de certaines lignes de chemin de fer, ainsi que la réfection de certaines autres lignes et la fourniture du matériel nécessaire à leur exploitation; que cette convention et le décret-loi hellénique du 6 octobre 1925, qui la ratifiait, furent publiés au n° 294 du Journal Officiel du Gouvernement hellénique du 8 octobre 1925; que l'article 2 du décret-loi portait : "Toutes les clauses de la Convention précitée et de son avenant acquièrent par la présente ratification force de loi";

Attendu que le financement des prestations et des fournitures assumées par la demanderesse devait se faire par un prêt, que la demanderesse consentait à l'Etat hellénique, mais qui était couvert par la remise, à la demanderesse ou à un "trustee" d'une certaine quantité d'obligations d'un emprunt, émis à cet effet par l'Etat hellénique, - dont les intérêts et l'amortissement, conventionnellement arrêtés d'avance, devaient permettre à la demanderesse de faire face aux frais et dépenses de son entreprise;

Attendu que l'Etat hellénique ne dénie pas avoir cessé tout paiement d'intérêt, et tout amortissement sur lesdites obligations le 1<sup>er</sup> juillet 1932;

Attendu que la convention du 27 août 1925 contenait une clause compromissoire comportant, notamment, la suivante : "Les décisions des arbitres seront souveraines et sans appel";

Attendu que, par une première sentence, rendue le 3 janvier 1936, la Commission d'arbitrage, sur les conclusions de la société demanderesse, prononça la résiliation de la convention du 27 août 1925, en raison de la suspension du service de l'emprunt par le Gouvernement hellénique; que cette sentence institua une expertise, destinée à établir le montant et le mode de paiement des sommes, qui seraient constatées à être dues par l'une des parties à l'autre, à la suite de la résiliation du contrat;

Attendu que, le 25 juillet 1936, la Commission arbitrage rendit une seconde décision par laquelle, après due compensation des sommes, que les parties se devaient ou se réclamaient l'une à l'autre la créance finale de la société demanderesse, à charge de l'Etat hellénique, était fixée à 6.771.868 dollars-or U.S.A. au poids et fin d'août 1925, avec intérêts de 5 % au profit de la société demanderesse, à dater du 1<sup>er</sup> août 1936;

Attendu que la sentence obligeait, en outre, la société à remettre à l'Etat hellénique ses dossiers, plans et études, et à lui livrer une certaine quantité de matériel roulant, resté en Belgique; que, de son côté, l'Etat hellénique devait restituer une lettre de garantie et se substituer à la société dans les rapports entre celle-ci et les tiers;

Attendu que l'une des principales questions, soumises aux arbitres, était celle de savoir si les obligations pécuniaires de l'Etat hellénique, à la suite de la résiliation du contrat du 27 août 1925, constituant une dette pure et simple, ou bien, comme le prétendait l'Etat hellénique, pouvaient être considérées comme une partie de la dette extérieure hellénique, et soumises aux mêmes conditions de paiement que celles qui s'appliquaient à cette dette; que la décision des arbitres, rendue à l'unanimité, écarta les prétentions de l'Etat hellénique quant à ce, et le qualifia débiteur pur et simple de la somme, reprise ci-avant;

Attendu que les dispositions de sentences, autres que celle, relative au paiement de 6.771.668 dollars-or, furent exécutées, tant par la société que par l'Etat hellénique; que la substitution de l'Etat hellénique à la société, vis-à-vis des tiers fut réalisée par la "loi de nécessité" du 7 décembre 1936, publiée au Journal Officiel du 8 décembre, loi portée en exécution de la sentence arbitrale;

Attendu, en revanche, que la demanderesse Socobel prétend que toutes démarches pour obtenir paiement, total ou même partiel de sa créance, auraient rencontré une résistance persistante de l'Etat hellénique; que celui-ci aurait prétendu subordonner tout arrangement à la condition, écartée par les arbitres, que la dette du Gouvernement hellénique serait considérée comme partie de la Dette publique hellénique et traitée comme telle; que la Socobel déclare qu'au contraire les

arbitres avaient affirmé le caractère commercial de la créance, et décidé qu'elle ne faisait pas partie de la Dette extérieure hellénique;

Attendu que la société demanderesse s'adressa, le 21 mai 1937, au Gouvernement belge, - intervenant volontaire dans la cause (R.G. 27386), afin d'obtenir sa protection; que, dès le 14 juin 1937, le Gouvernement belge prit fait et cause pour la société et fit agir son ministre à Athènes; mais que ces interventions ne furent pas suivies d'effet, le Gouvernement hellénique considérant sa dette, envers la société belge, comme faisant partie de la Dette extérieure hellénique, et ne pouvant être réglée par une autre voie que celle-ci;

Attendu que le Gouvernement belge proposa, dès lors, au Gouvernement hellénique de soumettre, par compromis, le différend au jugement de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye; que cette proposition n'ayant pas été agréée par le Gouvernement hellénique, le Gouvernement belge saisit ladite Cour, par voie de requête unilatérale;

Attendu que la compétence de la Cour permanente de Justice internationale se fondait sur l'article 36 du Statut de ladite Cour, ainsi que sur l'article 4 de la Convention de Conciliation, d'Arbitrage et de règlement judiciaire, intervenue le 25 juin 1929 entre la Belgique et la Grèce (loi belge du 14 juillet 1930);

Attendu qu'au cours des débats devant cette haute juridiction, l'Etat hellénique tendit à obtenir que la créance de la société, au lieu d'être considéré comme une créance purement commerciale, ainsi que l'avaient décidé les arbitres, fût traitée comme faisant partie de la Dette extérieure hellénique et affectée des mêmes conditions de moratoire que celle-ci;

Attendu que la Cour, dans son arrêt du 15 juin 1939, par 13 voix (y compris celles du juge belge et du juge grec) a dit "que les sentences arbitrales rendues les 3 janvier et 25 juillet 1936 entre le Gouvernement hellénique et la Société Commerciale de Belgique, sont définitives et obligatoires";

Attendu que, prétend la demanderesse Socobel, après comme avant l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale, elle aurait envoyé périodiquement au Gouvernement hellénique le relevé de sa créance avec le compte des intérêts à jour;

Que jamais, le Gouvernement hellénique n'aurait répondu à ces envois de comptes, ne faisant à la société demanderesse aucun paiement d'acompte; que le seul acompte, que la demanderesse ait jamais reçu sur sa créance aurait consisté dans une somme de 111.384 dollars papier, qui se trouvaient entre les mains de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie pour le compte de la Grèce, et que la société demanderesse avait frappée de saisi-arrêt; que l'Etat hellénique abandonna cette somme à la société demanderesse;

## DISCUSSION

Action mue par la Société Commerciale de Belgique, société anonyme demanderesse au principal, contre l'Etat hellénique et la Banque de Grèce :

(...)

III.- Attendu que l'action principale apparaissant recevable autant que fondée, dans son principe, il échet, au tribunal d'examiner la pertinence de l'exception d'immunité d'exécution, opposée par le premier défendeur à la validation des saisies querellées; qu'au seuil de ce débat, il n'est pas sans intérêt de souligner que certaine doctrine et certaine jurisprudence reconnaissent une corrélation intrinsèque entre cette immunité et celle de juridiction, dont elle ne ferait que procéder (cf. infra p. 30);

Attendu que le premier défendeur oppose deux objections, déduites, la première, du principe de l'égalité des Etats, la seconde de celui de la courtoisie internationale

### A. - Egalité des Etats :

Attendu que, du fait que la législation belge ne permettrait pas, prétendument, les exécutions forcées contre l'Etat belge, le premier défendeur entend conclure, a pari, que semblable immunité devrait compéter aux Etats étrangers pour leurs biens et intérêts, se trouvant sur le territoire de la

Belgique; qu'il fait valoir qu'il se trouve au nombre des Etats qui, chez eux, professent l'insaisissabilité des biens nationaux;

Attendu qu'au point de vue de sa teneur cette articulation mérite d'être rectifiée, dans ce sens qu'en réalité le législateur belge n'a, d'une manière générale, pas disposé à l'égard des exécutions forcées, exercées tant contre l'Etat belge que contre les Etats étrangers; qu'en vérité, il ne l'a fait expressément qu'en ce qui concerne les "navires de mer, appartenant à l'Etat et ceux qu'il exploite ou affrète" et que ce fut, précisément, pour décider que ceux-ci seraient, au regard tant des actions en justice que de la procédure, soumis au régime de droit commun (quatrième loi du 28 nov. 1928, art. 1 à 4);

Attendu qu'aucun argument a contrario ne peut être inféré de ce qu'une loi belge soit intervenue pour introduire dans notre droit positif, les dispositions d'une convention internationale soustrayant, d'une manière expresse, des navires à un régime antérieur; qu'en effet, le législateur a, lui-même, reconnu qu'en principe une intervention de la loi n'était pas indispensable mais, - et simplement - "utile" "certains gouvernements, entrés dans le commerce maritime depuis la guerre" n'ayant jamais entendu se prévaloir de l'immunité (Rapport au Sénat, Pasin. 1928, p. 488); que son propos n'a été que de régler au regard de notre régime intérieur, et en vue de l'entente internationale, une matière particulière, intéressant le droit des gens (loc. cit. et Rapport de la Commission de la Chambre, op. cit. p. 485);

Attendu qu'au regard de l'Etat belge, la doctrine se borne à enseigner que, "l'exécution forcée n'est pas possible en ce qui le concerne" (De Page, Droit civil, t. VI éd. 1942 n) 733; note 2 sous Brux. 22 nov. 1907, Pas. 1908, II, 55; note 1 sous Trib. Anvers 24 nov. 1910, Pas. 1911, III, 104; - Leurquin, op. cit. n° 74);

Attendu qu'à ce point de vue l'objection, opposée par le premier défendeur, apparaît théorique; qu'il est, en effet, notoire que l'Etat belge s'incline devant la force de la chose jugée jusqu'à inscrire d'office, - en vertu des pouvoirs que lui reconnaissent les lois organiques, - au budget des institutions publiques subordonnées, le montant des condamnations, prononcées à leur charge;

Attendu qu'il résulte, du reste, des considérations, émises par les autorités, citées ci-devant, que l'impossibilité d'exécuter un jugement contre l'Etat belge procède de facteurs, propres à l'ordre public interne belge, c'est à dire participant de "l'intérêt général" de la communauté belge, à laquelle "les biens de l'Etat sont affectés" et qu'il importe de ne pas "distraindre de leur destination" (cf. notamment, De Page, loc. cit.) :

Attendu que cet intérêt majeur, existant à soustraire, sur son propre territoire, l'Etat belge à une exécution forcée, à laquelle procéderait une quelconque partie poursuivante, n'apparaît pas au profit d'un Etat étranger, ayant conclu quelque negotium en Belgique; que semblable Etat s'est, en effet, exposé à l'application des lois belges et ne peut faire valoir les considérations d'autorité comme de prestige, compétant en Belgique aux autorités qui y exercent et y doivent exercer le pouvoir de commandement;

Attendu qu'aussi bien le premier défendeur se réclame-t-il de plano du régime de l'égalité des Etats, afin de bénéficier, en Belgique, de la condition, propre et particulière à l'Etat belge; qu'il écarte, sans y répondre, la considération déduite par la demanderesse, de ce que, en s'opposant à l'exécution, en territoire belge, des saisies-arrêts, pratiquées à sa charge, le premier défendeur, qui se réclame de l'indépendance des Etats, cause, en réalité, préjudice à l'indépendance économique locale (Van Praag, Immunité de juridiction des Etats étrangers, Rev. Dr. Int. 935, p. 129) :

Qu'ainsi, le premier défendeur se réclame-t-il d'une considération, qui compète à l'Etat belge, en tant que responsable de l'ordre public interne, mais qui ne lui compète pas à lui-même;

Attendu qu'à l'appui de leurs thèses la demanderesse et le premier défendeur produisent des autorités, tant doctrinales que jurisprudentielles;

Attendu qu'en l'espèce les opinions divergentes ne doivent pas tant être comptées que pesées, et que leur incidence relative, dans le présent débat, dépend des facteurs concrets du litige, à propos duquel elles sont, respectivement, invoquées;

Attendu que cette considération s'impose avec toute la pertinence, qui est la sienne, dès lors que l'on a égard que ces opinions n'interprètent pas une loi écrite, mais bien une coutume, sujette à l'évolution, propre aux facteurs qui l'ont fait naître;

Attendu qu'en définitive il résulte de la teneur de ces opinions, dûment précisées et rectifiées par les parties au cours des débats, qu'il serait assurément inexact de prétendre que doctrine et jurisprudence belges soient unanimes en la matière;

Attendu que, seule, la demanderesse invoque, en conclusions, certaines versions doctrinales et jurisprudentielles, dont le premier défendeur ne récusé pas la teneur, se bornant à opposer les siennes, énoncées, suivant l'usage, en plaidoirie;

Attendu qu'il n'incombe pas au tribunal de discuter, une à une, la pertinence des opinions, dont les parties se réclament; qu'il doit, en effet, aux plaideurs d'énoncer et justifier sa jurisprudence; qu'il ne lui appartient pas, en revanche, d'abriter celle-ci sous l'invocation, pure et simple, de décisions antérieures, quels que soient l'autorité et le rang des juridictions qui les ont rendues;

(Le style des jugements-dialectique, par P. Mimin, premier président de la Cour d'Angers, n° 130 et 132, Paris, Marchal et Billard, éd. 1936);

Attendu qu'il y a lieu de retenir que le premier défendeur invoque une tradition doctrinale et jurisprudentielle ancienne, qui a trouvé, naguère encore, des échos dans nos cours et tribunaux;

Attendu qu'il échut, cependant, d'observer que la thèse, développée par la demanderesse, n'est pas sans pouvoir se réclamer d'autorités, intéressant tant la science du droit que son application juridictionnelle;

Que si celles-ci ne remontent pas aussi loin dans le passé que les opinions qui leur sont opposées, elles accusent un mouvement constant, sinon continu, se manifestant de 1885 jusqu'à nos jours et dont, pour mémoire, la relation suit : Cour de cassation de Florence, 25 juillet 1885; (cf. relation d'arrêts rendus postérieurement par les Cours italiennes. Pand. Pér., 1932, p. 426; - De Paepe. P., Conseiller à la Cour de cassation de Belgique, membre de la Commission de réforme du Code de procédure civile, dans la Compétence civile à l'égard des étrangers (éd. 1894, Bruxelles, Bruylant n° 47 à 50); - conclusions du procureur général Terlinden, avant Cass., 11 juin 1903, Pas. 1903, I, pp. 294 et sqq; note 1 sous Trib. Anvers, 24 nov. 1910, Pas., 1911, III, 104, par référence à l'état de la législation ottomane; André Prudhomme, directeur du Journal de droit international de Clunet, Clunet, 1926, p. 311; - Cour de Paris, 19 nov. 1926 dans Clunet, p. 406 et la note: - Cass. Fr., requ.. 19 févr. 1929. Sir. 1930, I, 49 et la note du professeur Niboyet : - Trib. 1<sup>ère</sup> inst. Athènes 1930, Clunet 1932 p. 810; - Van Praag, "Possibilité d'exécution des jugements qui condamnent les Etats étrangers" dans Rev. dr. int. lég. comp., 1935, pp. 117, 122, 127 : note 260; 129 à 131, et la note 269; 135 à 137; (cf. également, op. cit., 1934, pp. 653 à 682; 1923, pp. 436 à 454, Pasim.) : - Comm. Marseille, 11 mai 1938, Clunet, 1939, p. 72; - professeur Niboyet. Traité de droit international privé. T. VI. Éd. 1949, n° 1761 à 1769, complétant et mettant à jour une information jurisprudentielle, arrêtée à l'année 1920 dans un ouvrage, jadis écrit en collaboration avec Pillet (Man. Dr. Int. pr. 1924, n°592; 1928 n° 802, Paris, Sirey);

Attendu que la relation qui précède suffit à manifester qu'à tort prétendrait-on qu'il serait interdit au juge, tenant compte et des facteurs de l'évolution contemporaine et de l'absence d'une version indicative, donnée par la Cour suprême, d'avoir, à ceux-ci tels égards que de droit;

Que la Cour de cassation, elle-même "n'est évidemment pas liée par ses arrêts" devant, au contraire "réexaminer les questions, chaque fois que celles-ci sont portées devant elle" (La Cour de cassation, considérations sur sa mission, mercuriale de M. le procureur général Cornil, J.T. 1950, p. 493); qu'il sied de remarquer, ici, que l'opinion, rappelée ci-devant, se réfère au cas d'une interprétation de la loi écrite "dépassée parla marche des idées et des faits" (loc. cit.) alors que la contestation, à présent examinée par le tribunal, concerne la portée d'une règle, simplement coutumière;

Attendu qu'il échut d'observer que le 1<sup>er</sup> défendeur n'a rien trouvé à répondre à cette considération, pertinente et essentielle, développée par la demanderesse, et suivant laquelle l'évolution jurisprudentielle contemporaine se trouve dominée par le fait, constant, du développement de plus en plus considérable de l'action de l'Etat moderne, se manifestant, de manière positive, voire

directe, dans le domaine du commerce et de l'économie internationale; que le 1<sup>er</sup> défendeur n'a pu contester que, depuis un arrêt, plus que centenaire, rendu le 22 janvier 1849, par la Cour de cassation de France, ce développement n'a cessé de s'accuser; qu'il lui eût, du reste, été malaisé de la faire, la loi IV du 28 novembre 1928 dont question ci-devant, ayant procédé de ce facteur, dûment accusé par ses auteurs (Pas. 1928, loc. cit.) (cf. supra pp. 24 et 25 du présent jugement);

Attendu que c' est cette conception, dépassée par les événements, d'un "Etat-gendarme", qu'un magistrat éminent, dans des conclusions, données avant l'arrêt du 11 juin 1903, rendu par la Cour de cassation de Belgique, déjà réprouvait, en invitant la Cour suprême à casser un arrêt, rendu par le juge du fond, "les yeux tournés vers le passé" alors qu'il incombait à la Cour suprême de dire le droit "en ne tenant compte que du présent et en regardant l'avenir"; que ce haut magistrat estimait, au surplus, évident "que le pouvoir d'exécution est la conséquence du pouvoir de juridiction" (Concl. du premier avocat général Terlinden, avant Cass. 11 juin 1903. Pas. 1903, I, 298 à 300); que l'on n'aperçoit pas pourquoi l'Etat hellénique, "personne civile sur son territoire, se trouverait personne souveraine au delà de la frontière, les conditions d'une convention étant restées les mêmes et le seul changement intervenu étant la nationalité du juge, appelé à régler le différend" (op. cit. 297); (cf. au sujet de ce qui précède, également De Paepe, op. cit. n° 47; Niboyet. Op. cit. t. VI, n° 1769, p. 361).

Attendu que le fait que, même sur son territoire, la condition de l'Etat, personne civile, n'est pas, en tout point, assimilable, pratiquement, à celle des personnes civiles privées (De Page, Droit civil, t. II, n° 1067bis. Éd. 1940) est sans intérêt dans le débat, ainsi qu'il a été démontré ci-avant (page 25 du présent jugement);

Attendu que c'est l'enchevêtrement des rapports économiques entre les Etats modernes, qui a autorisé un jurisconsulte réputé à dégager les conclusions suivantes, ayant égard autant aux principes de l'ordre international qu'aux nécessités du commerce juridique entre les Etats : "La relation fondamentale des Etats n'est pas leur indépendance réciproque, c'est la reconnaissance et le respect de leurs souverainetés"; que cette version doctrinale se trouve explicitée dans les termes suivants : "L'indépendance extérieure de l'Etat ne s'affirme, en effet, comme une réalité tangible et concrète que dans les limites, internationalement acceptées, de son autorité souveraine; elle n'est, donc, qu'une conséquence, dérivée du respect mutuel des souverainetés" (Ch. de Visscher, "Les Gouvernements étrangers en Justice", Rec. dr. int. lé. Comp. 1922, p. 311); que les considérations qui précèdent, viennent consacrer le principe que la souveraineté d'un Etat ne réalise pas un absolu, devant lequel les autres Etats ne pourraient adopter d'autre attitude que celle d'une adhésion inconditionnelle; Que semblable conception, que le premier défendeur s'est, du reste, abstenu d'exprimer, irait à l'encontre de la notion même d'une société internationale ordonnée;

Attendu que c'est, dès lors, à tort que le premier défendeur prétend, au titre du principe de l'égalité, voire de l'indépendance des Etats dans la société internationale, pouvoir se réclamer de l'immunité d'exécution, au regard de jugements, rendus par les tribunaux belges, et qui sont susceptibles d'affecter ses intérêts particuliers; qu'il prétend, ainsi, échapper à l'emprise effective d'une juridiction dont, non plus que l'Etat belge, lorsque celui-ci est assigné, il ne décline la compétence, mais prétend, à l'encontre de cet Etat, éluder en fait comme en droit, l'application; qu'il tend, de la sorte, à réclamer à son profit la reconnaissance d'un statut, que l'Etat belge, qui s'exécute volontairement sur son propre territoire, s'interdit, effectivement, par respect pour la chose jugée;

Attendu, au surplus, qu'en droit positif, la souveraineté de l'Etat étranger s'arrête à sa frontière, sous la réserve des exceptions, imposées par le libre exercice de sa représentation diplomatique à l'extérieur;

Que les considérations, opposées par le premier défendeur, sont étrangères à ce concept;

(...)

Par ces motifs.

LE TRIBUNAL :

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire;

Ouï M. Rutten, substitut du procureur du Roi, en son avis conforme;

Statuant contradictoirement et rejetant toutes conclusions autres, plus amples ou contraires, comme non fondées;

Joignant comme connexes les causes inscrites au Rôle général sub nis. 26433, 26434, 26545, 26546, 26895 et 27386; Donnant acte aux parties de leurs dires, dénégations ou réserves;

Donnant acte à l'Etat belge, représenté par MM. les Ministres du Commerce et de l'Extérieur, ainsi qu'à la Société Commerciale de Belgique, l'Etat hellénique, la Banque de Grèce, et la Banque de Bruxelles, du désistement de son intervention volontaire, offert par l'Etat belge, du référé à justice et des acceptations de ce désistement, marqués par les autres parties;

Décrète le désistement de l'Etat belge, représenté comme dit ci-dessus;

Condamne l'Etat belge aux dépens de son intervention volontaire;

Statuant sur les actions inscrites au R.G. Sub. Nis. 26433, 26434, 26545 et 26546, mues à la requête de la Société Commerciale de Belgique contre l'Etat hellénique et la Banque de Grèce :

Déclare bonnes et valables, et en conséquence, valide les saisies-arrêts pratiquées à la requête de la partie demanderesse, Socobel, à charge des défendeurs, l'Etat hellénique et la Banque de Grèce, les 23 et 25 novembre 1950 par ministère de Me Baiwir de Bruxelles, entre les mains de la S.A. Banque de Bruxelles, la Banque Nationale de Belgique et la S.A. Banque de la Société Générale de Belgique : le 20 novembre 1950, par ministère de Me Vyt d'Anvers et Me Vanderhaegen de Gand, entre les mains de la S.P.R.L. Van Dosselaere et Cie, et la S.A. Colufrandes et la S.A. Clouteries et Trèfileries des Flandres; le 20 novembre 1950, par ministère de Me Baiwir de Bruxelles, entre les mains de la S.A. Ucométal et de la S.A. Société Commerciale de Sidérurgie; le 29 novembre 1950, par le ministère de Me Fossion, de résidence à Liège, entre les mains de la S.A. Ougrée Marhay, la Société Coopérative Cobelmétal, la S.A. Phenix works, la S.A. John Cockerill, la S.A. Comptoir des Aciéries Belges, la S.A. Espérance-Longdoz, par le ministère de Me Boeckx, de Charleroi, entre les mains de la S.A. Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Thy-le-Château et Marcinelle, la S.A. Métallurgie de Sambre-et-Moselle, la S.A. Usines Métallurgiques du Hainaut par le ministère de Me Lefèvre, de Binche, entre les mains de la S.A. Usines et boulonneries de Mariemont, la S.A. Forges et Laminoirs de Baume; par ministère de Me Adant, de Charleroi, entre les mains de la S.A. Hauts Fourneaux et Laminoirs de la Providence; par ministère de Me Collette, de Huy entre les mains de la S.A. Boulonnerie de Huy, par ministère de Me Detraux, de Manage, entre les mains de la S.A. Usines Gilson; par ministère de Me Theys, de Nivelles, entre les mains de la S.A. Forges de Clabecq; par ministère de Me Monnom, de La Louvière, et Me Baiwir de Bruxelles, entre les mains de la S.A. Usines Gustave Boel, aux sièges de La Louvière et de Bruxelles;

Déboute les défendeurs, Etat hellénique et Banque de Grèce, de leur demande reconventionnelle;

Et statuant sur l'action 26895 du R.G. mue à la requête de la Banque de Grèce, demanderesse en intervention et de déclaration de jugement commun, contre la Banque de Bruxelles :

Déclare l'action recevable, mais non fondée;

En déboute la demanderesse, Banque de Grèce;

Et statuant sur la prosécution de la cause Socobel contre l'Etat hellénique et la Banque de Grèce :

Déclare qu'il y a lieu de surseoir à statuer, quant à présent, au sujet de la délivrance des sommes saisies, postulée par la demanderesse Société Commerciale de Belgique;

Dit que celle-ci sera tenue de déclarer à l'audience de ce tribunal, si elle postule ou non, après le prononcé du présent jugement, condamnation de sommes, à charge des défendeurs : Etat hellénique et Banque de Grèce;

Dit qu'à défaut par la demanderesse de s'expliquer à cet égard, il sera loisible aux défendeurs précités de prendre telles dispositions que le conseil;

Fixe à cette l'audience du 29 mai 1951;

Réserve les dépens dans les causes ci-devant, non réglées à cet égard.